

**DÉCLARATION DU COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE
(17 novembre 1995)**

**SAUVER LA SÉCURITÉ SOCIALE EXIGE DE ROMPRE
AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ
D'ENGAGER LE COMBAT CONTRE LUI POUR LE
VAINCRE ET LE CHASSER**

À LA PLACE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE UN RÉGIME ÉTATIQUE DE "PROTECTION SOCIALE"

Le 15 novembre, la majorité RPF-UDF à l'Assemblée Nationale a voté la confiance au gouvernement Chirac-Juppé pour qu'il détruise la Sécurité Sociale. Si son plan est mis en œuvre, ce sera lui qui, sous la couverture d'un vote parlementaire, décidera des orientations générales, des objectifs de ce qui n'aura plus que le nom de Sécurité Sociale. Il décidera du montant et de la répartition de son budget. C'est un bouleversement si considérable qu'il exige rien de moins qu'une révision de la Constitution.

Les principes de la Sécurité Sociale sont: un salaire différé "entant les prestations qu'elle sert aux cotisants, les travailleurs, et que gèrent leurs représentants. La Sécurité Sociale c'est la solidarité ouvrière, prolétarienne. Certes, ces principes n'ont jamais été totalement appliqués et de plus en plus on s'en est écarté. Le gouvernement Chirac-Juppé et sa majorité veulent substituer, de fait, à la Sécurité Sociale, un service étatique de "protection sociale". Marc Blondel (PO) a déclaré : il s'agit de «*la plus grande opération de rapt de l'histoire de la République. C'est la fin de la Sécurité Sociale*», le gouvernement «*rafle 2200 milliards de francs constitués par les cotisations sociales*». Ce qui portera encore l'étiquette Sécurité Sociale sera de plus en plus fiscalisé. Mais le capital exige plus encore du gouvernement: qu'il réduise "les prélèvements obligatoires", en premier lieu "les prélèvements sociaux" et, qu'à une autre étape, "la protection sociale" soit privatisée.

L'État (le gouvernement) décidera de tout: il dictera aux caisses des "conventions d'objectifs et de gestion". En ce qui concerne l'assurance maladie ces "conventions" fixeront le taux d'évolution par grands secteurs et par régions. Les membres des conseils d'administration des caisses comprendront les représentants désignés (et non pas élus) des "partenaires sociaux", plus des "personnalités qualifiées". En outre, ils seront chapeautés par un "conseil de surveillance" comprenant des parlementaires. Un "régime universel" d'assurance maladie sera institué, c'est-à-dire que les régimes particuliers plus favorables seront alignés sur le régime général.

"RÉFORMES" DES HOPITAUX, DE "LA MÉDECINE DE VILLE", DES RÉGIMES DE RETRAITE

"La réforme de la Sécurité Sociale" sera accompagnée d'une "réforme de l'hôpital" : création d'"agences régionales de financement de l'hospitalisation publique et privée" qui décideront de la répartition des crédits alloués au plan général par le gouvernement, de la fermeture ou des regroupements d'hôpitaux (suppression de 55 000 lits).

Une "réforme de la médecine de ville" aura lieu qui comprendra: le durcissement de la "maîtrise médicalisée", un guide de prescriptions auquel les médecins seront tenus de se conformer, le codage des actes, la consultation d'un généraliste avant de pouvoir consulter un spécialiste, la généralisation du "carnet médical". La feuille de soins sera remplacée par un système d'échanges informatiques entre les caisses d'assurance maladie et les professionnels de la Santé. L'utilisation de "médicaments génériques" (les médicaments les moins chers) sera généralisée.

Quant aux régimes de retraite: la "capitalisation", la constitution de "fonds de pension" seront encouragées par des "dispositions fiscales"; pour les fonctionnaires, les travailleurs ressortissant de régimes spéciaux, le nombre d'annuités donnant droit à une retraite à taux plein sera porté de 37,5 à 40.

NOUVELLES IMPOSITIONS

Progressivement la "cotisation sociale généralisée" sera augmentée. Elle remplacera de plus en plus les cotisations sociales des salariés. Les "entreprises" sont, elles, de plus en plus déchargées des "cotisations sociales" qu'elles devraient verser. Est instituée une "cotisation pour le remboursement de la dette sociale" (RDS) : 0,5 % sur tous les revenus ~à l'exception des minima sociaux, des pensions militaires d'invalidité et d'accidents du travail, des livrets A des Caisses d'Epargne). Les cotisations à l'assurance maladie des retraités seront augmentées de 1,2 96 en 1996 et de 1,2 96 en 1997. Les chômeurs dont l'allocation est supérieure au SMIC subiront les nouvelles impositions. Les médecins subiront nombre d'impositions nouvelles. Les allocations familiales seront imposées, etc... etc...

À BAS LA "RÉFORME" (LIQUIDATION) DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le prétexte à cette liquidation de la Sécurité Sociale ? Ses "déficits". C'est un mensonge. Les "déficits" sont dus à ce que lui doivent l'État et le patronat, aux "charges indues" que lui impose le gouvernement. Que le gouvernement et le patronat paient leurs dettes. S'ajoutent à ces dettes les décharges de "cotisations sociales" dont bénéficient les entreprises. Annulation de ces décharges. L'équilibre des comptes de la Sécurité Sociale est menacé par le chômage. Le régime capitaliste, les capitalistes, leur gouvernement, leur État en sont responsables. A eux de payer. Les cotisations sociales sont du "salaire différé". S'il y a un déficit de la Sécurité Sociale, il faut augmenter la partie de "salaire différé" que paient les "entreprises", leurs "cotisations sociales".

UN GOUVERNEMENT DE COMBAT CONTRE LE PROLÉTARIAT ET LA JEUNESSE

Le 26 octobre, Jacques Chirac déclare sur Antenne 2 : *«Il n'est pas possible d'imaginer que nous puissions rendre la coeiance d l'intérieur (...) et la confiance d l'extérieur, ce qui est également tris important, si nous continuons d avoir une gestion qui n'est pas rigoureuse de nos finances».*

Le 7 novembre, le gouvernement Chirac-Juppé bis est constitué. Juppé proclame que la tâche de ce gouvernement sera de: «réduire les dettes et les déficits». Pour y parvenir : *«Quatre grands chantiers prioritaires : la réforme de la Sécurité Sociale, la réforme de l'État et la réduction de ses dépenses, la réforme fiscale et enfin la nécessaire politique d intégration urbaine».*

En clair: le gouvernement Chirac-Juppé est un gouvernement de combat contre la classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse, au service du capital fiançais et étranger et il l'affirme.

La direction de la CFDT approuve la « réforme » de la Sécurité Sociale et se range derrière le gouvernement Chirac-Juppé. C'est normal. La CFDT est le cheval de Troie de la hiérarchie catholique, du capital dans le mouvement ouvrier.

DISLOCATION ET IMPUISSANCE

Les dirigeants de FO, de la CGT, de la FSU, de l'ex-FEN, dénoncent la "réforme" Juppé de la Sécurité Sociale. Fort bien. Mais pourquoi ont-ils signé le 31 octobre une déclaration dont toute la presse a souligné qu'elle admettait que la Sécurité Sociale devait être réformée ? Pourquoi ont-ils participé aux forums régionaux organisés par le gouvernement pour préparer la "réforme" de la Sécurité Sociale ? Etc... C'était cautionner la préparation de la "réforme" de la Sécurité Sociale.

Le 10 octobre, les travailleurs de la fonction et des entreprises publiques, chaleureusement approuvés par l'ensemble du prolétariat, ont démontré que contre la politique ultra-réactionnaire du gouvernement Chirac-Juppé, contre ce gouvernement, les dirigeants des centrales syndicales disposent, s'ils rompent avec lui, s'ils réalisent le Front Unique, de l'arme redoutable de la grève générale.

Or, ils constatent que les directions des "7 fédérations de fonctionnaires" appellent les travailleurs de la fonction publique à une grève de 24 heures le 24 novembre (comme si une grève de 24 heures, en outre le vendredi, pouvait faire "reculer" le gouvernement) ; la direction de la CGT s'est jointe à cet appel «pour en faire (de la grève du 24) une grève générale des secteurs public et privé» ; tandis que la direction de FO appelle, de son côté, à une "grève interprofessionnelle" de 24 heures le 28 novembre.

La classe ouvrière, la population laborieuse, la jeunesse se disent: ils n'agiraient pas autrement s'ils voulaient disloquer notre capacité de combat, laisser passer la "réforme" (liquidation) de la Sécurité Sociale, permettre au gouvernement Chirac-Juppé d'appliquer sa politique ultra-réactionnaire. Pourtant Juppé l'a dit lui-même: *«SI DEUX MILLIONS DE PERSONNES DESCENDENT DANS LA RUE MON GOUVERNEMENT N'Y SURVIVRA PAS»* ("Libération" du 17/11/1995).

De la classe ouvrière, de la population laborieuse, de la jeunesse doit monter l'exigence:

DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES - CGT, FO, FSU, ex-FEN (et aussi du PS et du PCF) - ROMPEZ AVEC LE GOUVERNEMENT CHIRAC-JUPPÉ - APPELEZ ENSEMBLE À UNE FORMIDABLE MANIFESTATION NATIONALE À PARIS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR IMPOSER L'ABANDON DE LA "RÉFORME" DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

APPELEZ ENSEMBLE À LA GRÈVE GÉNÉRALE JUSQU'À L'ABANDON DE CETTE "RÉFORME"

LE 17/11/1995